

# *l'Anti*capitaliste

n°678 | 12 octobre 2023 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



# SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE LÉGITIME DU PEUPLE PALESTINIEN

## ZOOM

Assemblée. Sous le profil bas des députés RN, le visage de la préférence nationale

Page 3

## INTERNATIONAL

États-Unis. Grève automobile: une avancée à caractère historique

Page 4

## ARGUMENTS

Social. Face au capital, lutter pour nos salaires et de nouveaux droits

Page 5

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Romy Dematons (Greenfaith) au sujet de la campagne StopEACOP

Page 8

## Édito

### «L'ordre» médiatique français contre les PalestinienNEs

Par ANTOINE LARRACHE

La presse française est particulièrement partielle. *Le Monde* titrait mercredi 11 octobre «Après la terreur, la riposte d'Israël»; *Le Figaro* empile les accusations politiques contre LFI, l'«attaque contre Israël», le «chantage insupportable du Hamas»; et la palme revient à BFMTV qui réussit à publier sur la même page «les images de la traque des terroristes», plusieurs témoignages de Français en Israël, dont celui-ci: «Ils ne font pas partie du genre humain»: *Samuel Sandler réagit aux attaques du Hamas en Israël*.

Il semble qu'il n'y ait que des victimes israéliennes, agressées par des terroristes. Les comparaisons avec le Bataclan et le 11 septembre 2001 sont permanentes. Sans parler de l'offensive des politiques. Élisabeth Borne est d'accord avec le CRIF qui prétend que LFI «renvoie dos à dos une démocratie attaquée et un régime terroriste assassin». Elle déclare: «Les positions de La France insoumise sont bien connues [...], c'est parfois une façon aussi de masquer une sorte d'antisémitisme». Tandis que l'UEJF (Union des Étudiants juifs de France), soutenue par des députés de la majorité, menace de porter plainte contre le NPA pour «apologie du terrorisme».

La presse internationale sonne très différemment. *Le New York Times* titre «Israël reprend des villes aux combattants du Hamas...», *El País* le dit ainsi «Guerre entre Israël et Gaza: l'armée israélienne reprend le contrôle de la frontière et affirme avoir trouvé 1500 cadavres de miliciens du Hamas». L'offensive idéologique qui a lieu en France vise à nier la guerre coloniale, reprenant ainsi tous les discours qui avaient cours pendant la guerre d'Algérie. Il s'agit de nier la qualité de peuple aux PalestinienNEs pour défendre l'imaginaire sioniste selon lequel Israël serait «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Le vocabulaire colonial et raciste a pour fonction également de servir d'avertissement aux secteurs de la population de France qui voudraient se révolter contre l'ordre établi: pour celles et ceux qui nous gouvernent, la révolte est illégitime et soupçonnée de terrorisme. «L'ordre, l'ordre, l'ordre» réclamé par Macron fin juillet est incontestable. Avec les PalestinienNEs, avec touTEs les opprimÉEs, contestons, révoltons-nous!

### Bien dit

*Le RSA n'est pas loin du reste à vivre. [...] on va rayer les gens du RSA et augmenter les distributions alimentaires. Mais quelle est cette société fondée sur la charité et pas sur le droit? Nous sommes dans une période de régression.*

CLAIRE HÉDON, Défenseuse des droits, *Libération*, 10 octobre 2023

## À la Une

# Solidarité avec la lutte légitime du peuple palestinien

*L'offensive organisée par le Hamas le 7 octobre a remis sur le devant de la scène la lutte pour les droits du peuple palestinien et les questions tactiques et stratégiques qu'elles impliquent. La riposte du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu est à l'image de ce qu'une des armées les mieux équipées du monde peut faire.*

Depuis 75 ans, l'État d'Israël mène une guerre d'occupation aux PalestinienNEs faite d'humiliations quotidiennes, de meurtres, d'emprisonnements, une guerre d'occupation et de colonisation qui s'amplifie depuis la construction du mur d'annexion dans les années 2000.

### Les PalestinienNEs sont les victimes d'un État colonial

Tout cela est subi par les PalestinienNEs dans l'indifférence totale de la «communauté internationale»: les grandes puissances ont regardé ailleurs quand l'ONU multipliait les résolutions contre la politique d'apartheid de l'État d'Israël, et continuent de le faire alors que l'ONU rappelle que le «siège complet» de la bande de Gaza est «interdit» par le droit international humanitaire.

Il faut se rappeler que la plupart des PalestinienNEs de Gaza sont les descendantEs des réfugiÉEs de la guerre de 1948. L'ONU leur a donné le droit de retourner chez eux, à l'intérieur des frontières actuelles de l'État d'Israël qui le leur refuse. Depuis des dizaines d'années, Israël ne respecte pas le droit international et continue à coloniser, réprimer, ségréguer et bafouer le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Les PalestinienNEs de Gaza sont sous un blocus illégal et condamné, mais maintenu depuis 17 ans. Depuis un an, le gouvernement israélien d'extrême droite ne négocie rien avec les PalestinienNEs. Il ne fait qu'utiliser la force aveuglément, pensant ainsi les soumettre.



### Nos solidarités

Ici, une grande offensive idéologique dénonce le «terrorisme» du Hamas. Cette campagne, ainsi que l'amalgame nauséabond entre antisémitisme et antisémitisme, visent à faire taire la solidarité avec la lutte pourtant légitime du peuple palestinien pour ses droits.

Le Hamas est une organisation issue de la première intifida (1987-1993) d'obédience islamiste et de facto dirigeante à

Gaza, même si la résistance palestinienne est composée de différentes forces avec des projets politiques différents. Le projet politique, la stratégie et les moyens de lutte du Hamas ne sont pas ceux du NPA. Dans ce cadre, nous dénonçons les tueries de civils menées par le Hamas. Nous déplorons toutes les victimes civiles, qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes, et nous dénonçons tous les crimes de guerre.

Nous soutenons la lutte nécessaire contre la colonisation menée par un État d'apartheid, l'État d'Israël, qui aujourd'hui jette à la rue des centaines de milliers de personnes en quelques heures avant de bombarder et qui veut mettre en place un «siège complet» de la bande de Gaza. Nous réaffirmons notre soutien plein et entier à la lutte des PalestinienNEs pour leur émancipation, y compris par la lutte armée, comme c'est le cas pour les UkrainienNEs contre la guerre menée par la Russie, ainsi que pour le droit à l'autodétermination. C'est la condition pour que les PalestinienNEs puissent vivre en paix sur leur terre.

### Se mobiliser ici et maintenant

La mobilisation palestinienne ne peut faire face aux bombardements, au siège de Gaza et à l'intervention au sol de l'armée israélienne, qu'avec l'appui d'une importante mobilisation internationale de solidarité qui puisse exercer une pression sur Israël et les grandes puissances qui le soutiennent.

La seule issue pacifique à ce conflit, qui porte depuis le début sur la terre et son partage, sur la colonisation et l'oppression d'un peuple par un État, sera une issue politique qui prendra en compte tous les droits des opprimÉEs palestiniens et leur rendra justice. Le NPA appelle et sera partie prenante, ces prochains jours et dans l'unité, de toutes les initiatives et mobilisations de rue en soutien au peuple palestinien et à la lutte légitime pour ses droits.

**Nouveau Parti anticapitaliste**



### Acturama

Thomas Brail, en grève de la faim depuis le 1<sup>er</sup> septembre, a été hospitalisé le 10 octobre après avoir entamé une grève de la soif avec deux autres opposants au projet d'autoroute A69 Toulouse-Castres. Le ministère de la Transition écologique doit rencontrer en fin de semaine les associations mobilisées. En attendant les «opérations de déchiffrement importantes» sont suspendues. Il faut tout stopper, arrêter ce projet projet inutile, écocide et antisocial!

THOMAS BRAIL/GNSA

## ASSEMBLÉE NATIONALE

# Sous le profil bas des députéEs RN, le visage de la préférence nationale

Le Rassemblement national est souvent qualifié de parti caméléon, au programme volatile. Cette caractéristique n'est pas le signe d'une absence de projet politique cohérent. Le positionnement récent du RN l'illustre, avec sa prétention à l'alternance, depuis son arrivée massive à l'Assemblée nationale.

Selon un sondage Louis Harris, les parlementaires du RN arrivent en tête des éluEs s'opposant le mieux au gouvernement. Ils font surtout partie du groupe parlementaire qui s'abstient le plus. Sûr de lui dans son ascension électorale, le RN avance par conquête de strates idéologiques successives, supposant chaque étape acquise. Sa dernière campagne présidentielle s'est centrée sur le « pouvoir d'achat », trouvant un écho avec la mobilisation pour les retraites et la crise énergétique. Mais le RN ne trahit jamais ses fondamentaux. Il profite ainsi du débat autour du RSA pour décentrer la question sociale sur la préférence nationale (« réserver le RSA aux Français permettrait déjà de limiter les abus », Sébastien Chenu) et sur la famille, en s'intéressant particulièrement aux femmes « ayant fait le choix de rester au foyer » (Caroline Parmentier).

**Gestionnaires de l'appareil d'État**

Sans abandonner sa prétention sociale, le RN fait sa rentrée en exacerbant son nationalisme, louant la « France (...) une grande



nation, une identité millénaire, une culture, un génie, des frontières et une prospérité à conquérir». Bardella avait déjà tracé le clivage à venir de sa campagne européenne : les « partisans de la puissance » de la France, « à la fois industrielle, régaliennne, technologique, culturelle, diplomatique », comme « moyen d'exister dans la mondialisation », face

à ceux qui « s'accommodent de son déclin ».

Au-delà de la dispute de l'électorat LR avec Marion Maréchal, Jordan Bardella drague le patronat pour son œuvre de redressement, vieille antienne des extrêmes droites. Les sujets autour du numérique, de l'armement et de la filière nucléaire, sont autant d'appels

à rassurer la bourgeoisie déjà appâtée par les exonérations de charges patronales. Face aux critiques qui redoutent une aggravation du déficit et une mise en marge de l'Union européenne, Marine Le Pen et ses troupes ont besoin de passer pour des gestionnaires crédibles de l'appareil d'État. En saluant « la productivité des travailleurs français » leur « génie » et leur « créativité » qui ont permis à la France d'« innover, produire et s'enrichir, clé de la solidarité nationale », Bardella cherche à gagner une confiance électorale suffisamment large.

Cette supercherie tient sur un mélange de collaboration de classe et de xénophobie. Les revirements du RN sont le moyen de concilier des tendances diverses. Ils dessinent surtout son projet politique, synthèse du national et du social. Démontrer son imposture en avançant des mesures utiles pour les classes populaires reste la tâche majeure à mener, en direction d'une partie de son électorat et des abstentionnistes non encore acquis.

**Commission nationale antifascisme**

## POLOGNE L'enjeu électoral, préserver la démocratie

À quinze jours des élections législatives entre 600 000 et un million d'opposantEs au gouvernement populiste conservateur du parti Loi et Justice (PiS) ont manifesté à Varsovie le 1<sup>er</sup> octobre.

Cette mobilisation survient après les massives manifestations féministes pour le droit à l'avortement depuis 2022 et à la suite d'une manifestation de plusieurs centaines de milliers contre « la vie chère, l'escroquerie et le mensonge, en faveur de la démocratie, des élections libres et de l'UE » début juin. Les sondages, qui jusque-là donnaient le PiS gagnant le 15 octobre, commencent à indiquer que, même avec le soutien de l'extrême droite (la Confédération, en baisse également dans les sondages), il pourrait perdre la majorité parlementaire après avoir gouverné huit ans.

**Politique familialiste et xénophobe du PiS**

Arrivé au pouvoir en 2015, le PiS avait fait adopter quelques mesures sociales en rupture avec la politique ultralibérale des gouvernements de la Plateforme civique (PO) : en 2016 une loi instaurant l'allocation familiale de 500 zlotys par enfant (alors que le salaire minimum était de 2000 zlotys), d'abord avec des limites salariales pour un seul enfant, puis à partir de 2019, pour chaque enfant, ainsi que l'annulation en 2016 de la loi de 2012 qui augmentait l'âge de départ à la retraite à 67 ans, revenant ainsi à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. Dans sa campagne électorale le PiS rappelle ces mesures et promet d'augmenter l'allocation familiale à 800 zlotys (174 euros) l'an prochain, espérant acheter une fois de plus des voix populaires.

Mais les gouvernements du PiS ont non seulement encore restreint les droits des femmes

mais aussi pris des mesures xénophobes et homophobes, soumis la justice à l'exécutif, transformé les médias publics en organes de propagande, détruit l'enseignement et développé la répression policière. Sa campagne électorale prétend que Donald Tusk (dirigeant de la Coalition civique autour de PO) est une marionnette des « ennemis allemands », de la Russie et de l'Union européenne, annonce la fin des droits des UkrainienEs exiléEs et prétend que les libéraux vont faire envahir le pays par des « milliers d'immigrants illégaux du Moyen-Orient et d'Afrique ». Un référendum a été imposé en même temps que les élections avec quatre questions, qui reprennent sa campagne électorale chauvine et anti-immigration. Une remise en cause de l'État de droit...

**Opposition faible et alternative au capitalisme invisible**

Face au PiS, l'opposition démocratique présente trois listes : la Coalition civique, la Troisième voix (centristes néolibéraux et parti agrarien PSL) et la Gauche, une alliance des sociaux-libéraux d'origine stalinienne qui ont fusionné avec le parti pro-LGBTQ+ et anticlérical, Wiosna (Le Printemps) et du parti antilibéral Razem (Ensemble). Tusk mène une campagne en défense de la liberté, a écarté des candidatures les adversaires du droit à l'avortement et annonce vouloir gouverner avec la gauche et le centre. Il a même été jusqu'à demander l'augmentation immédiate des allocations familiales (alors que son groupe ne l'avait pas votée en 2016). Il n'hésite plus à mobiliser les masses.

Mais a-t-il compris que les gouvernements réactionnaires du PiS sont le résultat de la politique ultralibérale menée par les gouvernements PO ?

L'idée même d'une alternative au capitalisme n'apparaît pas. Et, à part dans les discours de la coalition de gauche, les 16 millions de travailleurEs ne sont pas mentionnés. Comme le dit Magdalena Biejat, sénatrice sortante du parti le plus à gauche dans l'opposition démocratique, Razem : « *Voulons-nous accepter que le gouvernement soit construit par le PiS et la Confédération, qui vont nous organiser un enfer encore pire que celui déjà subi, ou bien que ce gouvernement soit fait aussi avec la gauche afin que les préoccupations des citoyens ordinaires puissent enfin être prises en compte.* » Un projet de société bien limité...

Le choix du 15 octobre sera donc entre un État de plus en plus dictatorial et la préservation d'une démocratie libérale.

**Jan Malewski**



Manifestation le 1<sup>er</sup> octobre à Varsovie. DR



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**L'Anticapitaliste.org**

**No comment**

## Le RN est rentré dans le camp républicain

MEYER HABID, député français (LR), CNews, 10 octobre 2023

## Agenda

**Judi 12 octobre, projection-débat de Fedayin, le combat de Georges Abdallah organisée par le NPA, Strasbourg.** À 19h, Maison des Associations, 1 A place des Orphelins.

**12-15 octobre, contre-sommet mondial des mouvements sociaux, Maroc.** Autour de Christine Poupin, porte-parole, une délégation du NPA sera présente.

**Vendredi 13 octobre, journée de mobilisation intersyndicale contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes.**

**Mercredi 18 octobre, meeting unitaire pour la libération de Georges Abdallah, Paris.** À 19h, salle Ambroise-Croizat, Bourse du travail de Paris, 3, rue du Château-d'Eau.

**Rencontres-débats autour du livre Septembre Rouge. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili, avec Olivier Besancenot et Michael Löwy :**

– **Mercredi 18 octobre à Nanterre.** À 19h, à la librairie El Ghorba mon amour, 148-152 boulevard des Provinces françaises, RER Nanterre-Université.

– **Judi 19 octobre à Paris 12<sup>e</sup>.** À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

**Samedi 21 octobre, manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Lannemezan (65).** À 14h, de la gare à la prison où il est détenu.

**L'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## GHANA Mobilisation contre la vie chère et la corruption

Face à une crise économique d'ampleur, le président du Ghana se voit obligé de faire appel au FMI pour restructurer la dette tout en menant une politique d'austérité contre les populations.

Nana Akufo-Addo s'était fait élire en 2017 avec une promesse, celle d'un « Ghana Beyond Aid » exprimant la volonté que le pays ne soit plus dépendant des institutions financières internationales et des aides au développement des pays riches.

### Crise économique

Cela ne signifiait nullement pour le président de cet État anglophone d'Afrique de l'Ouest de s'engager sur une voie économique alternative. Ce changement de paradigme se résumait à changer les sources de financement en privilégiant les emprunts sur les marchés internationaux et en mettant fin à la succession des plans du FMI, une quinzaine depuis l'indépendance. Cette politique a eu comme seul résultat une augmentation des taux d'intérêts avoisinant les 8%. Ainsi, le Ghana consacre la moitié de ses recettes au remboursement de la dette qui s'élève autour de 63 milliards de dollars.

Les principales richesses se limitent à l'exportation des matières premières comme le pétrole, l'or ou le cacao, sans aucune politique de transformation. Ainsi par exemple pour le cacao, le Ghana n'est pas intégré dans la chaîne de valeur lui permettant une augmentation de ses ressources.

### Corruption

En plus de la politique libérale de Nana Akufo-Addo, une seconde plaie frappe le pays : la corruption. Que cela soit dans le domaine pétrolier, avec le procès qui s'ouvre contre la société Technip FMC, ou la démission début 2020 du procureur anticorruption qui dénonçait l'interférence de la présidence dans les affaires judiciaires. Une présidence qui dut aussi se séparer de son secrétaire d'État aux Finances, pris en flagrant délit de demande de pots-de-vin, ou sa ministre de l'Assainissement et de l'Eau, ayant plus d'un million de dollars à son domicile.

### Mobilisation

La baisse du pouvoir d'achat frappe les Ghanéens y compris ceux des classes moyennes. Les commerçants, en signe de protestation, ont plusieurs fois baissé leur rideau contre une inflation qui s'élève à près de 37%. En l'absence de mesures sociales, les mobilisations contre la vie chère et la corruption rythment la vie du pays et ont pris rapidement une tournure politique. Les militantEs de la société civile ont créé « #AriseGhana » qui organise les manifestations de rue. À l'image de « Y'en a marre » au Sénégal ou du « Balai Citoyen » au Burkina Faso, une organisation de jeunesse s'est également créée « #FixtheCountry » (répare le pays).

Le slogan le plus populaire est sans nul doute « #OccupyJulorbiHouse » : jeu de mots entre « Jubilee House », désignant le palais présidentiel, et « Julorbi », signifiant en langue Ga « Voleurs ». Face à ces mobilisations, la seule réponse du pouvoir est une répression policière disproportionnée, pour reprendre l'expression d'Amnesty International. En cela, le Ghana est loin d'être une exception.

Paul Martial

### À lire sur le site



**USA: Kaiser Permanente, la plus grande grève jamais observée dans des hôpitaux américains,**  
par Dan La Botz



**Palestine/Israël: le cycle de la vengeance à nouveau à l'ordre du jour,**  
par Amira Hass

# ÉTATS-UNIS Grève automobile: une avancée à caractère historique

Vendredi 6 octobre, alors que l'UAW s'apprêtait à appeler à la grève l'une des principales usines de General Motors, celle d'Arlington dans le Texas, la firme automobile a accepté par écrit le principe d'inclure les usines de fabrication de batteries électriques dans l'accord en cours de négociation. C'est une victoire contre la division des travailleurEs !

Le président de l'UAW s'est félicité de ce « pas en avant historique » qui offre des garanties aux travailleurEs de l'automobile dans le cadre de la transition vers le véhicule électrique. Il n'y a pas eu d'extension de la grève ce vendredi 5 octobre. « Notre grève fonctionne. Mais nous ne sommes pas encore arrivés au bout. » C'est pourquoi la grève de 25 000 salariéEs continue chez les trois constructeurs GM, Ford et Stellantis.

### L'enjeu des usines de batterie

Les batteries représentent aujourd'hui 25% à 30% de la valeur totale de toutes les pièces des véhicules électriques et constituent un élément clé de la chaîne d'approvisionnement. Aux États-Unis, les usines, dont la construction est en plein boom, sont la propriété directe des firmes automobiles, ou bien sont construites en association avec des firmes japonaises, chinoises ou sud-coréennes. Ce sont, pour la plupart, des usines où le syndicalisme est banni, où le travail est mal rémunéré et les conditions de travail particulièrement dangereuses. Ici aussi, en France, c'est le prétexte au démantèlement



de Renault, avec la création d'Ampère pour toutes les activités « électriques », avec de nouveaux actionnaires, et la construction d'usines de batteries par de nouvelles firmes dont certaines extérieures à la filière automobile. Les salariéEs y sont hors accords Renault, mais aussi hors convention collective de la métallurgie.

General Motors a reculé. L'avancée obtenue par l'UAW sur ce point concerne l'avenir de l'industrie automobile et de ses salariéEs aux États-Unis, a déclaré le président de l'UAW Shawn Fein. Elle peut et doit

aussi servir de point d'appui aux résistances ici et maintenant contre les mêmes projets patronaux.

### Ils cèdent aussi sur les salaires

Les premiers succès déjà obtenus par la grève concernent aussi les salaires. Ford propose maintenant 23% d'augmentations de salaires, GM et Stellantis 20%. C'est plus du double de leurs propositions initiales. De plus, Ford et Stellantis acceptent de remettre en vigueur le système d'indexation des salaires sur le coût de la vie, abandonné en

2009. Des progrès significatifs ont aussi été obtenus pour les travailleurEs temporaires et les niveaux de salaire selon l'année d'embauche. Mais le compte n'y est pas encore !

Cette grève rompt avec les pratiques précédentes d'une UAW à la direction corrompue. Le point sur l'état des discussions est fait chaque vendredi par le président de l'UAW Shawn Fein. Ses interventions sur Facebook sont vues en direct par des dizaines de milliers d'ouvrierEs et ouvrierEs qui les regardent dans les ateliers depuis leur mobile. Le retour à la radicalité des années 1930 mais avec les outils de communication d'aujourd'hui !

Alors que les usines « non syndiquées » installées par Tesla et les firmes automobiles étrangères « transplants », représentent aujourd'hui près de la moitié de la production automobile des États-Unis, les travailleurEs de ces usines se sentent de plus en plus impliqués, concernés par les revendications portées par l'UAW. Cela laisse présager de possibles nouvelles batailles contre les empêchements patronaux à la syndicalisation dans ces usines. La tendance au rétrécissement des bases historiques de l'UAW peut être inversée. Ce sont bien les mobilisations sociales qui créent les conditions de nouveaux rapports de force entre classes dont la syndicalisation. Solidarité avec les grévistes de l'UAW jusqu'à leur victoire !

Jean Claude Vessillier

## UKRAINE Une actualisation politique et des campagnes à amplifier en France

Le samedi 30 septembre, une AG de bilan des activités du collectif français du RESU (Réseau européen de Solidarité avec l'Ukraine) a eu lieu dans les locaux de Solidaires.

Le RESU/ENSU<sup>1</sup> s'est constitué au plan européen (et s'étend à l'international) depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans plusieurs pays, dont la France. Sa plateforme affirme son soutien au droit à l'autodétermination de l'Ukraine, sur une base indépendante de tous les gouvernements, en lien avec les organisations progressistes (syndicales, politiques, féministes, LGBTQ...) de la société ukrainienne.

### Front anti-impérialiste

La discussion politique a été riche, soulignant la nécessité de lutter contre l'effet de routinisation du conflit et notre responsabilité pour que la solidarité trouve un écho plus grand dans l'opinion publique et en particulier auprès des sensibilités de

gauche et de la jeunesse. Une déclaration politique actualisée du RESU France est en cours d'élaboration.

En substance, nous souhaitons y pointer les enjeux sous-jacents aux pressions pour des négociations « de paix » et l'hypocrisie des chancelleries occidentales qui ne fournissent pas le matériel suffisant — et donc décisif — pour la contre-offensive ukrainienne, tout en se plaignant des faibles résultats de celles-ci. Nous nous opposons aussi, avec nos camarades ukrainienNEs, à tous les conditionnements néolibéraux des aides apportées. C'est bien la détermination de la population ukrainienne qui est porteuse d'une Ukraine libre et indépendante. Elle est le ciment de la résistance « pour une paix juste et durable » et doit rester maître des négociations. L'objectif d'une mise en échec des impérialismes et de leurs velléités belliqueuses souligne l'urgence de constituer un front anti-impérialiste par « en bas », travaillant à produire du commun et des liens entre peuples opprimés. La Palestine et l'Arménie sont des exemples d'une violente actualité... C'est aussi le ferment politique d'une

lutte contre la remilitarisation à grande échelle aux quatre coins du globe et pour la dissolution de tous les blocs militaires.

### Remontée des luttes sociales

Illustrant les batailles en cours pour définir quelle Ukraine émergera de la guerre, de nombreuses interventions ont témoigné d'un processus de remontée des luttes sociales en Ukraine, et notamment sur les lieux de travail. Si les conditions de ces luttes restent largement entravées par la loi martiale et les impératifs du conflit, notre rôle privilégié en tant que RESU est de s'en faire la caisse de résonance en France et en Europe. La campagne de soutien aux initiatives autogérées du syndicat d'infirmières Sois comme Nina contre la corruption, les logiques de privatisation de la santé et de dégradation des droits sociaux et féministes est une tâche prioritaire. Enfin, la caractérisation du régime russe, comme un fascisme du 21<sup>e</sup> siècle, doit être affinée et discutée au sein de la gauche syndicale et politique. D'où l'importance de maintenir et renforcer nos liens avec les courants de la gauche

antiguerrre en Russie, notamment les féministes qui recevant un prix pour leur défense de la paix ont déclaré : « Tant que Poutine et son régime existeront en Russie, il n'y aura pas de paix. Tant que des peuples et des territoires seront occupés, il n'y aura pas de paix. On ne peut pas parler de paix lorsque des prisonniers politiques sont en prison et que des militants qui ont fui le pays ne peuvent pas rentrer chez eux en toute sécurité ».

La réunion s'est conclue par l'adoption des statuts de notre future association RESU-F. L'adhésion du NPA en tant qu'organisation doit s'accompagner de plus d'implications militantes individuelles dans les collectifs des villes : il faut se saisir des axes de solidarité concrète avec la résistance populaire ukrainienne pour les relier aux combats pour une autre Europe dans un autre monde, anticapitaliste.

Elias Vola

1 – Voir son site en plusieurs langues : <https://ukraine-solidarity.eu/> avec sa plateforme, ses campagnes et publications, ses membres (individus, membres ou représentantEs d'associations, de syndicats ou organisations politiques, comme en France le NPA, Ensemble! et la GES).

# SOCIAL FACE AU CAPITAL, LUTTER POUR NOS SALAIRES ET DE NOUVEAUX DROITS

Les crises du capitalisme, écologique, sociale, politique, morale se renforcent les unes les autres. Guerres et catastrophes climatiques se multiplient, et la misère pousse des millions d'êtres humains à quitter leur pays dans des conditions dramatiques notamment en raison des politiques criminelles des États du « Nord ».

Depuis la crise de 2008-2009, l'économie capitaliste tourne au ralenti et semble entrer en récession.

Malgré l'informatisation, l'automatisation, l'intelligence artificielle, les gains de

productivité sont à un niveau historiquement bas. Plus globalement, le capitalisme a été mis sous perfusion d'argent public. Ceux et celles qui paient la note sont les plus démunis depuis les salariéEs jusqu'à celles et ceux qui souffrent de la faim en passant par les chômeurEs, les femmes et une grande partie de la jeunesse. Dans cette situation la montée de l'extrême droite, la multiplication des régimes autoritaires rendent plus que jamais actuel le cri de Rosa Luxemburg : « La société bourgeoise se trouve à la croisée des chemins, soit en

transition vers le socialisme, soit en régression vers la barbarie ».

De grandes mobilisations donnent de l'espoir : d'un côté du globe, l'irrépressible résistance des femmes et des hommes iraniens à la barbare dictature de la République islamique ; de l'autre, la puissante grève « Stand up » initié par le syndicat UAW dans le secteur de l'automobile aux USA.

Des luttes qui donnent le moral, encouragent la combativité, pour lesquelles le meilleur soutien est nos propres mobilisations.

## S'attaquer aux profits

L'« argent de dingue » versé au capital doit être récupéré pour être investi dans la planification écologique et restaurer les services publics. La socialisation des groupes capitalistes de l'énergie doit permettre de sortir des énergies fossiles et du nucléaire, de réduire drastiquement la consommation d'énergie et de développer les renouvelables. Le système bancaire doit être socialisé afin de reprendre la main sur les choix d'investissement.

**Face à l'inflation, bloquer les prix, augmenter tous les revenus !**

Il faut des mesures immédiates : l'augmentation des salaires de 400 euros net, le revenu minimum à 1800 euros net, la suppression de la TVA, l'indexation des revenus (salaires, allocations, retraites) sur les prix, et un pré-salaire d'autonomie pour les jeunes.

Et, pour ne pas perdre sa vie à la gagner, il faut la retraite à 60 ans (55 pour les métiers pénibles), 4 journées de travail de 7 heures par semaine, sans perte de salaire et sans dégradation des conditions de travail.

**Ce qui est essentiel n'a pas de prix !**

Les besoins vitaux : se nourrir, se loger, boire, se laver, se chauffer, se soigner, s'éclairer, se déplacer ne doivent pas être soumis au fait de pouvoir payer ou non mais assurés à toutes et tous. Il s'agit aussi d'instituer une « sécurité sociale alimentaire », c'est-à-dire de socialiser la prise en charge de ce besoin vital. Les premiers mètres cubes d'eau et les premiers kilowatts doivent être gratuits pour en garantir l'accès à toutes et tous, avec un tarif progressif pour éviter le gaspillage.

Les transports publics collectifs doivent être gratuits pour réduire l'utilisation de la voiture, coûteuse, nocive pour la santé comme pour le climat.

Des besoins essentiels, aujourd'hui pris en charge gratuitement dans la famille, principalement par les femmes, doivent être assumés collectivement : soigner, s'occuper de la petite enfance et de la perte d'autonomie des ancienEs.

Il faut rendre incontournable l'égalité hommes femmes et mettre fin à toutes les discriminations liées à la couleur de la peau, au genre ou à la sexualité.

Il faut des services publics de qualité avec des agentEs en

**Pour financer ces mesures, il faut récupérer les cotisations sociales dont les entreprises sont exonérées (...) et les cadeaux fait au patronat par le gouvernement sans aucune contrepartie**

nombre suffisant, forméEs, des conditions de travail qui leur permettent d'assurer un service de qualité. L'accès à ces services doit être réellement gratuit pour toutes et tous.

**Prendre l'argent là où il y en a**

Pour financer ces mesures, il faut récupérer les cotisations sociales dont les entreprises sont exonérées ou sur lesquelles elles fraudent. Récupérer les cadeaux faits au patronat par le gouvernement sans aucune contrepartie ni écologique ni d'emploi, dans les profits (64 milliards de bénéfices nets pour les entreprises du CAC40 en 2022), dans la fraude fiscale (80 milliards selon l'estimation de l'Insee).

Cet argent doit être versé sous forme de cotisations sociales par les entreprises, d'impôt sur les grandes fortunes, et géré par les premièreEs concernéEs, les utilisateurEs. Financer les besoins de façon socialisée modifie la répartition des richesses produites : au lieu d'aller à ceux qui possèdent le capital industriel et financier, les richesses produites servent à satisfaire les besoins de l'ensemble de la population.

**Reconquérir nos droits, se battre pour de nouvelles avancées sociales !**

Face à ces attaques, reconstruire les collectifs de résistance, et en premier lieu les organisations syndicales, est d'une nécessité, d'une actualité brûlante. Pour l'imposer il faut des luttes massives, qui fassent reculer gouvernement et patronat.

De telles luttes doivent allier la radicalité des Gilets jaunes et le blocage de l'économie comme en 1936 ou en 1968. Elles doivent s'appuyer sur les mobilisations construites et contrôlées à la base, dans les lieux de production, de transports, dans les services publics, sur les lieux d'habitation et être coordonnées à l'échelle du pays.

**Des besoins essentiels, aujourd'hui pris en charge gratuitement dans la famille, principalement par les femmes, doivent être assumés collectivement**

## Un capitalisme sous perfusion

Alors que les inégalités de revenus augmentent, que les conditions de travail se dégradent et que les profits augmentent, le capital est largement soutenu par des politiques en sa faveur.

**Des cadeaux vertigineux au grand patronat**

En 2019, les aides publiques accordées aux capitalistes s'élevaient à 205 milliards d'euros. Soit plus de trois fois le budget de l'Éducation nationale, ou deux fois le coût des soins hospitaliers à l'échelle nationale. Avec la crise sanitaire, l'État a payé les salaires à la place des patrons sans même regarder si les entreprises pouvaient le faire.

La part de l'impôt sur les sociétés dans les recettes de l'État a diminué non-stop, tandis que celle de l'impôt sur les revenus des salariéEs/retraitéEs n'a cessé d'augmenter.

**Les services publics ratiboisés**

Pour financer allègements et autres exonérations, tous les services publics non régaliens ont été mis à l'os au cours des vingt dernières années, en particulier l'hôpital public. Le gouvernement s'attaque à la protection sociale : assurance chômage, assurance maladie, retraites.

**La misère qui s'étend**

D'après l'Insee, les prix ont augmenté de 5% sur un an, dont +15% pour l'alimentation, +18% pour l'électricité. La pauvreté touche 9 millions de personnes en France, les Restos du cœur ont augmenté leurs distributions de 35%



par rapport à 2022, et deux étudiantEs sur trois sont en situation d'extrême précarité. Pour les près de 6 millions de membres de la Fonction publique c'est une chute de 16% de pouvoir d'achat depuis 2010.

**Le travail, ce n'est pas la santé**

Le maintien du chômage, la précarisation de l'emploi qui frappe aussi bien dans l'industrie que dans les services, dans le public comme dans le privé, pèse lourdement sur les conditions de travail, la sécurité du travail.

Il fait des travailleurEs en une main-d'œuvre corvéable et jetable, renforçant la pression sur les salariéEs et augmentant l'exposition aux risques et aux maladies professionnelles, aux accidents de travail y compris mortels (plus de 50 000 cancers liés au travail, deux morts au travail par jour).

Le recul de l'âge de départ à la retraite est un leurre

**La pauvreté touche 9 millions de personnes en France (...) et deux étudiantEs sur trois sont en situation d'extrême précarité**

car nombre de salariéEs ne pourront pas travailler plus longtemps. La perte de sens du travail et au travail met tous les jours en lumière l'aliénation du monde

du travail face au capital qui nous fait produire marchandises et services qui nous échappent.

Pour accompagner cette dégradation générale des conditions de travail, c'est à un véritable détricotage de la prévention, de la santé et de la sécurité au travail que s'est attelé Macron : en particulier, la destruction des Comités hygiène sécurité et conditions de travail a affaibli la prévention des risques et des capacités de vigilance et de réactions des salariéEs.

**Le chiffre**  
**205 milliards**

*C'est en euros le montant des aides publiques accordées aux capitalistes en 2019, soit plus de trois fois le budget de l'Éducation nationale*

## TOURS Carton rouge au gouvernement Macron pour sa politique de santé!

Ce 7 octobre, dans le cadre du Tour de France de la santé, le Collectif 37 Notre santé en danger (dans lequel le NPA est actif) avait décidé d'organiser une journée de mobilisation.

Le thème de la journée ? Les attaques contre l'AME (Aide médicale d'État), qui prend en charge les soins, sous certaines conditions, de la population migrante sans-papiers. Préparée en amont avec les associations locales en solidarité avec les migrantEs (RESF 37 notamment), l'appel a été soutenu par de nombreuses organisations dès le départ (Solidaires 37, SUD santé sociaux 37, NPA37, PCOF37, PG37, Centre LGBTI, Extinction Rebellion, etc.). Certaines (CGT, FSU, Convergences services publics par exemple) s'y sont jointes au dernier moment, probablement sous la pression de l'actualité locale, c'est-à-dire la grève à l'hôpital pédiatrique Clocheville (soutenue par SUD, CGT et FO), suivie par la quasi-totalité des services. Les grévistes avaient décidé de se joindre à l'appel du 7 et d'être présents.



DR

### Défendre les conditions d'accueil des migrantEs et l'AME

Nous nous sommes retrouvés entre 70 et 80 pour former une chaîne humaine sur la place centrale de Tours, face à l'Hôtel de ville, avec nos cartons rouges, contre les fermetures de lits, contre le manque de personnels, contre les salaires au rabais, contre les conditions de travail des hospitalierEs, contre les conditions d'accueil des patientEs, et bien sûr pour la défense de l'AME!

Nos barnums installés sur la place et la sono ont attiré encore plus l'attention des passantEs, et beaucoup de monde a échangé avec nous sur tout ce qui touche à la santé.

Ensuite, une trentaine de personnes a participé au débat dans une salle du quartier populaire de Tours, le Sanitas, autour de la question de l'AME. Débat intéressant qui a évidemment débordé le cadre strict de l'AME et de sa possible suppression (perspective affirmée de la droite et l'extrême droite, à laquelle une partie du gouvernement est sensible) pour aller plus généralement sur la situation des sans-papiers et des tâches militantes de solidarité.

Une journée réussie donc, avec l'espoir d'une mobilisation nationale d'ampleur courant novembre, contre le vote du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), comme point d'orgue à ce Tour de France de la santé.

CorrespondantEs



DR

## FÉMINISME Les Andorranes dans la rue pour que l'IVG ne soit plus un crime

Dans le cadre de la Journée internationale pour le droit à l'IVG, une manifestation se tenait en Andorre le 30 septembre. Environ 150 militantEs avaient répondu à l'appel de l'association Stop Violències qui lutte pour la dépénalisation de l'IVG considérée en Andorre comme un crime, même après un viol.

Ce petit État, une « théocratie parlementaire », coïncé entre la France et l'État espagnol, est régi par une législation moyenâgeuse. Deux coprinces décident du droit des femmes à disposer de leur corps : l'évêque d'Urgell, traditionaliste opposé à l'avortement, et... le président de la République française.

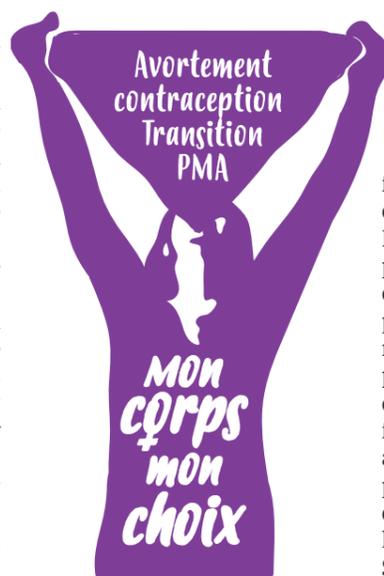
### Solidarité avec Vanessa Mendoza Cortés

Vanessa Mendoza Cortés, présidente de Stop Violències, est traînée en justice par le président andorran, Xavier Espot Zamora, pour « diffamation ». Elle avait dénoncé en 2019, lors d'une session du comité de l'ONU contre les discriminations, l'interdiction de l'IVG dans son pays ! Grâce à une campagne de solidarité internationale, la menace d'une peine de prison a été levée mais elle risque une amende de 30 000 euros.

C'est pour affirmer notre solidarité avec Vanessa qu'une manifestation combative et colorée a traversé la ville qui a résonné pendant deux heures de slogans en plusieurs langues : « Vive la lutte féministe », « Si le pape était une femme, l'IVG serait légalisée », « Église, bas les pattes devant nos ovaires », « Séparation de l'Église et de l'État », « Macron et Espot démission »...



DR



Manifestaient aux côtés des AndorranEs des féministes irlandaises, sud-catalanes, latino-américaines mais également des représentantEs des syndicats français voisins (FSU, Solidaires et CGT de Haute-Garonne et des Pyrénées-Orientales), du Collectif pour les droits des femmes 66 et du NPA, seul parti politique présent. Expression de la pression réactionnaire dans cette principauté, à la fin de la manifestation et à l'abri des regards, plusieurs femmes n'ayant pu participer à la manifestation, par peur de perdre leur emploi ou leur titre de séjour, sont venues exprimer leur solidarité avec le combat de Stop Violències.

### Contre le joug de régimes théocratiques et réactionnaires

La manifestation s'est terminée, sous un soleil de plomb, par plusieurs prises de parole des délégations pour exiger l'abandon des poursuites contre Vanessa et le droit à l'IVG pour les Andorranes et toutes celles qui sont sous le joug de régimes théocratiques et réactionnaires. Et pour dénoncer la collusion entre le gouvernement Espot, l'Église andorranne et les présidents français qui n'ont que mépris pour le droit des femmes à décider et indifférence pour celles qui meurent de n'avoir pas pu faire le choix d'avorter ! L'hymne des femmes a été entonné en français, espagnol et catalan. Et, pour clore cette magnifique initiative de solidarité internationale et féministe qui a renforcé la détermination de nos camarades andorranes dans leur combat, nous nous sommes retrouvées dans une « ronde des sorcières » avec un brasero symbolique au milieu pour y jeter au feu pêle-mêle le patriarcat, l'Église, le capitalisme, le racisme et l'homophobie ! Le combat continue. Soyons plus nombreuses et nombreux lors du procès de Vanessa d'ici la fin de l'année !

CorrespondantEs 66

## En bref

### Iran Un prix Nobel qui tombe à point nommé.

L'attribution du prix Nobel à Narges Mohammadi constitue un soutien à l'incroyable courage des femmes iraniennes. Narges est une combattante infatigable de la démocratie, la liberté et l'égalité. Durant les 25 dernières années, elle a été condamnée cinq fois à un total de 31 ans de prison et 154 coups de fouet. Cela ne l'a pas dissuadée de dénoncer les tortures sexuelles et les abus sexuels subies par les prisonnières. Deux mois avant le déclenchement du soulèvement « Femme, Vie, Liberté », elle avait notamment déclaré : « Dans ce régime autoritaire, la voix des femmes est interdite, les cheveux des femmes sont interdits [...] je n'accepterais jamais le hijab obligatoire ». Pour l'anniversaire de la mort de Jina-Masha Amini, elle a brûlé son voile dans la cour de la prison d'Evin en compagnie de trois autres détenues. Ce prix tombe à point nommé car le régime iranien durcit actuellement son offensive contre les femmes.

Quatre jours après l'anniversaire de la mort de Jina-Masha, une nouvelle loi a aggravé les sanctions pour non-respect de l'obligation du port du hijab : entre cinq et dix ans de prison et des fermetures administratives et/ou des amendes pour les propriétaires de boutiques et entreprises dont les clientes et/ou les employées ne portent pas de voile, etc. Dans le même temps Armita Garavand, une lycéenne de 16 ans ne portant pas le hijab dans le métro, a été sauvagement agressée par la police des mœurs. À l'heure où ces lignes sont écrites, Armita est toujours dans le coma.

DL

### Antivaldisme Pour un montant digne de l'allocation adultes handicapés.

La décision de déconjugaliser l'Allocation adultes handicapés (AAH), votée en janvier 2022 après des années de luttes des collectifs antivaldistes, vient d'entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre. L'AAH est la seule source de revenus pour beaucoup de personnes handicapées qui ne peuvent pas travailler ou ne trouvent pas d'emploi du fait des discriminations à l'embauche. La déconjugalisation est donc une avancée majeure pour leurs droits, car elle leur garantit des revenus plus stables et une forme d'indépendance financière essentielle. La conjugalisation de l'AAH rendait de nombreux bénéficiaires dépendantEs financièrement de leur conjointE, se retrouvant privéEs de ressources propres dès qu'ils se déclaraient en couple. Cela augmentait significativement le risque de violences conjugales et rendait la fuite d'un foyer violent d'autant plus difficile. Mais cette victoire a un goût amer. Le montant maximum de l'AAH reste de seulement 971 euros. C'est insuffisant pour vivre dignement, surtout avec les frais supplémentaires engendrés par les handicaps. Le budget alloué à l'AAH a certes été augmenté mais reste insuffisant pour couvrir toutes les demandes, ce qui risque de restreindre encore le nombre d'AAH accordées.

Il est pourtant déjà très difficile de l'obtenir. Il faut monter un dossier long à la Maison départementale pour les personnes handicapées (MDPH) de son département,

avec unE médecin qui accepte de le faire et qui ne minimise pas les difficultés rencontrées. En outre, d'un département à l'autre, il y a de grosses inégalités. Les délais peuvent aller de quatre mois (le délai légal) à plus d'un an, et les critères d'attribution, souvent obscurs, sont très variables.

Alors, beaucoup de personnes handicapées n'ont pas accès à l'AAH : elles sont contraintes de travailler, en mettant leur santé voire leur vie en danger, ou doivent vivre au RSA. De ce point de vue, la scandaleuse réforme du RSA est encore plus catastrophique pour les personnes handicapées qui ne pourront pas faire les 15 heures de « bénévolat » nécessaires pour le toucher.

La déconjugalisation a été obtenue par la lutte. Un accès plus facile à l'AAH, partout le même, avec une allocation revalorisée au niveau du SMIC, restent à obtenir... par la lutte!

Commission antivaldisme du NPA

### À lire sur le site

«Ceux qui maltraitent, qui ont des propos racistes, qui se cachent derrière Emmaüs pour faire leur business doivent sortir»,

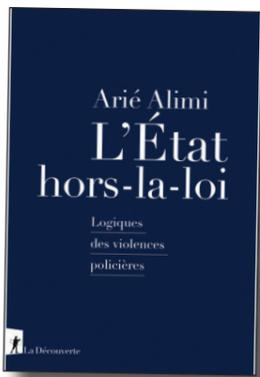
entretien avec Happy sans-papier d'Emmaüs à Saint-André-lez-Lille

Méga-bassines : la première méga-victoire!, par Alexandre Raguet

## ESSAI L'État hors-la-loi, de Arié Alimi

La Découverte, 2023, 232 pages, 19 euros.

Avec l'État hors-la-loi, logiques des violences policières, Arié Alimi ouvre une réflexion sur un des grands sujets de l'actualité politique : les violences policières et derrière, même si la police à une grosse tendance à s'autonomiser, la question d'un État qui s'enfoncé dans une répression politique systématique. L'avocat Arié Alimi, très investi dans l'aide aux personnes, aux familles victimes des violences policières, tente d'expliquer cette évolution terrible de ce qui se nomme le « maintien de l'ordre ».



### L'État fragilisé toujours plus violent

En s'appuyant sur sa connaissance du droit, il montre que le pouvoir ne craint pas de se trouver dans l'illégalité. Il l'assume même en changeant les lois, d'une part pour se remettre dans la légalité et, d'autre part, en enlevant peu à peu mais sûrement tout moyen de contestation et de défense aux populations. Cela concerne d'abord et depuis très longtemps les populations racisées dans les quartiers populaires, victimes d'un racisme systémique des institutions étatiques et policières. Cela concerne aussi, depuis relativement peu, les militantEs du mouvement social. Cela concerne enfin n'importe qui dans la société au travers de ce qui se nomme le « refus d'obtempérer ». Le pouvoir, plus il est discrédité et plus il est fragilisé, plus il utilise la violence pour gouverner, plus il s'appuie sur la police pour assurer son autorité. Sans doute en lien avec une crise profonde du système économique, politique, environnemental, le pouvoir durcit les rapports de domination, fait évoluer le droit pour son intérêt de dominant. Dans la répression des manifestations mais aussi et surtout dans la vie quotidienne, dans notre liberté de circulation, d'occupation de l'espace public, sont en jeu clairement nos libertés publiques, nos droits démocratiques fondamentaux.

### De la bataille juridique aux batailles politiques

Arié Alimi explique la situation et son évolution inquiétante au travers de quelques drames vécus par des personnes, ces dernières années : Rémi Fraisse, militant écologiste tué à Sivens, Geneviève Legay blessée gravement lors d'une manifestation à Nice, Cédric Chouviat mort étouffé comme George Floyd, Souheil El Khalfaoui jeune tué encore lors d'un contrôle policier... Il nous rappelle les enquêtes compliquées, des enquêtes souvent mal menées par la police et la justice, des enquêtes qui sont des batailles pour les avocatEs comme Alimi, Kempf ou Bourdon, des combats pour les familles victimes qui demandent justice.

Arié Alimi montre toute l'importance de la bataille judiciaire, de la lutte pour nos droits, pour le Droit, pour des lois qui protègent les populations, qui assurent la démocratie et les libertés de toutes et tous. Une bataille qui ne remplace pas la lutte politique et les mobilisations collectives, mais à ne pas laisser de côté. **Philippe Poutou**

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44  
contact@la-breche.com

## RUGBY Vociférations guerrières contre éducation musicale

L'instrumentalisation idéologique de la culture et de la musique au profit d'événements sportifs et politiques prend une ampleur exceptionnelle en ces temps pré-olympiques. La Coupe de monde de rugby en est un triste exemple.

Depuis plus de deux ans, 7 000 enfants ont travaillé avec leurs enseignants, en collaboration avec la Maîtrise populaire de l'Opéra-Comique, pour apprendre les 20 hymnes nationaux, dans plus de 20 langues différentes. Les arrangements avaient été confiés au compositeur Franck Krawczyk. Ce projet, initié par France 23, avait été confié à l'Opéra-Comique puis soutenu par les ministères concernés (Culture, Sports et Éducation nationale), indépendamment de la fédération World Rugby Cup 2023. C'est cette dernière qui a finalement organisé son sabotage.

### Fraternité dans la polyphonie

Ce projet très ambitieux musicalement avait reçu un accueil enthousiaste des équipes enseignantes, des enfants et de leurs familles. Les enregistrements des enfants avaient été envoyés dans l'été aux 20 fédérations qui avaient toutes validé les hymnes ainsi interprétés.

En quelque sorte, les hymnes devenaient, à l'occasion de cet événement, un cadeau musical aux peuples et aux langues, offert par des jeunes qui en proposaient une forme théâtralisée. Cette initiative intégrait l'idée d'une fraternité dans la polyphonie. D'ailleurs, le compositeur a rappelé, dans une tribune parue dans *Libération* le 23 septembre : « Entendre les enfants français chanter l'hymne de l'équipe adverse (qui potentiellement peut battre leur propre équipe !) avec le même soin et la même ferveur que le leur constituait un message d'élargissement humain qui, éprouvé très tôt par ces jeunes, pouvait mériter quelque attention »<sup>1</sup>.

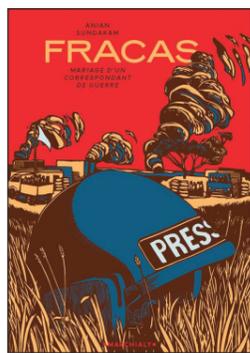
Mais l'utopie musicale qu'il portait a été littéralement déchiquetée. En effet, World Rugby Cup et les organisateurs, pris au dépourvu par cette véritable proposition

musicale, poétique et polyphonique, l'ont tout simplement sabotée. Ils ne voulaient pas toucher à l'interprétation viriliste et nationaliste des hymnes, telle qu'elle est courante dans le spectacle du sport. Dès le premier match, les enfants ont été effacés, rendus invisibles au public et aux téléspectateurs, et leurs voix noyées délibérément au milieu des vociférations des joueurs et du public.

### Un projet réduit à de la musique de stade

La cacophonie qu'on a reprochée aux enfants est un pur mensonge. Elle ne vient pas des chorales d'enfant, ni de l'exigence des partitions, mais elle est le produit de l'intrusion totale des professionnels du rugby et de la non-information délibérée des spectateurs. Le mépris pour ce projet s'est vu au refus de lui donner les mêmes moyens qui avaient été fournis au spectacle archéo-gaulois de Dujardin et consorts qui eux, ont bénéficié d'un véritable travail d'« ingé-son », ont eu accès au stade pour répéter, étaient retransmis sur tous les écrans...

Les organisateurs et les médias se sont jetés comme des chiens sur les enfants,



### RÉCIT Fracas, d'Anjan Sundaram

Traduit de l'anglais par Charles Bonnot. Éditions Marchialy, 2023, 200 pages, 21,10 euros.

Lorsque Anjan débarque en République centrafricaine, c'est avec la complexité active de sa compagne, elle-même correspondante de guerre. Il doit aller au contact des zones les plus chaudes de la guerre civile, afin de rendre compte des massacres perpétrés par les troupes du président Djotodia, à la tête de la coalition ethnique Séléka et de documenter les exactions commises tant par le pouvoir que par les forces de la rébellion chrétienne anti-balaka. C'est que la République centrafricaine, pépite du colonialisme français tardif, n'intéresse pas grand monde : ce qui s'y passe reste tapi sous une chape de silence gêné.

Sans pathos, sans héroïsme déplacé, l'auteur de *Fracas*, mariage d'un correspondant de guerre nous livre un récit plein d'une extrême violence, mêlée à une terrible banalité... Alors, sans préavis, au creux de sa narration s'insinue, très discrètement d'abord, puis plus pesamment, le doute qui va miner l'auteur, son couple, sa famille. La subtile articulation d'un sentiment de culpabilité de plus en plus envahissant — il a laissé sa famille au Canada, et le choix d'aller au front les expose, lui et les siens, au risque extrême de sa disparition — et de la sensation croissante que sa liberté est en cause, dès lors que sa compagne, restée seule « à la maison » avec leur enfant, semble ne plus vouloir le laisser repartir ni repartir elle-même... **Claude Moro**

### BD Le Royaume de Pierre d'Angle, l'art du naufrage de Juliette Vaast et Pog

Adaptation du livre de Pascale Quiviger, Éditions Auzou, 104 pages, 17,95 euros.

Juliette Vaast et Pog nous proposent le tome 1 du *Royaume de Pierre d'Angle, l'art du naufrage*, une BD inspirée du roman du même nom signé Pascale Quiviger. Sortie en septembre, cet ouvrage, édité chez Auzou, nous



fait voyager dans un univers imaginaire, dans un monde aux multiples royaumes dont l'un est celui de Pierre d'Angle. Ici, pas de guerres et de violences. Seulement, le roi meurt et il y a une petite compétition pour savoir qui des deux fils va hériter du trône : le belliqueux ou le pacifiste ? S'engage alors un périple, puis des complications. Le fantastique s'invite à son tour, et nous faisant découvrir les mystères du pays, et imaginer quelques idées que le tome 2 nous permettra probablement de vérifier. Une belle histoire avec un très joli dessin, réalisé par la dessinatrice Juliette Vaast, angoumoisine, qui nous avait déjà proposé la BD *Le signe de Pao*, dont une chronique fut publiée dans *L'Anticapitaliste* (n°633 du 18/10/2022). **Alexandre Raguet**



leur reprochant une « cacophonie » dont ils étaient les principaux auteurs. Après cette polémique à laquelle aucun des initiateurs du projet n'a eu le courage de s'opposer, les organisateurs ont fait machine arrière. Ils ont trouvé un musicien suffisamment complaisant pour faire passer une contre-édition pour l'original et s'en glorifier. Mika se présente comme « parrain de la mêlée des chœurs », la World Cup n'hésite pas à le présenter comme un artiste « engagé » (à quoi ?) alors qu'il n'a réussi qu'à récupérer les débris de l'enthousiasme brisé de ces 7 000 jeunes et de leurs familles. Il sert de caution à cette entreprise qui réduit tout ce projet à de la musique de stade, comme il y a de la musique d'aéroport. Au passage, il ne restera que 600 enfants des 7 000 initiaux, c'est-à-dire moins de 10 %.

Le projet qui consistait à faire chanter des enfants en autonomie, sans être sous la tutelle de la Garde républicaine — ce projet polyphonique, poétique et populaire dans ses ambitions — a été réduit à une musique insipide et normalisée, les enfants n'étant plus que de simples figurants au service d'un projet qui n'est plus le leur.

Le laborieux du tennis Julien Benneteau s'est transformé en expert du chant choral en parlant de « la Marseillaise la plus pourrie de l'histoire ». Le grand succès de cette opération, c'est que 7 000 enfants ont été sciemment dégoûtés de toute ambition musicale.

**Marie S. et Philippe Cyroulnik**

1 — Rugby : le compositeur en a gros sur le cœur, *Libération*, 23 septembre 2023.

### RÉÉDITION Manifeste du parti communiste, de Friedrich Engels et Karl Marx

Préface d'Éric Vuillard, introduction d'Isabelle Garo. Éditions sociales, 2023, 140 pages, 10 euros.

Vient de paraître, aux Éditions sociales, une nouvelle présentation du *Manifeste du parti communiste*, une œuvre que nous avons (presque) toutes lue... Pour ceux qui ne l'auraient pas encore fait, cette version va permettre de remédier agréablement à cela. Isabelle Garo, philosophe, spécialiste de Marx et de la genèse de son œuvre, plante le décor historique et politique du texte, le plaçant dans le contexte des révolutions du 19<sup>e</sup> siècle, pointant son actualité et nous invitant à « lire et relire le Manifeste » ! La publication d'une série de préfaces — aux éditions anglaise, allemande polonaise, italienne — permet de suivre le parcours opérationnel de cet outil intellectuel et militant. Éric Vuillard, lui, l'entoure de l'éclat du désir de l'action et, de sa plume alerte et combative, va sans doute drainer vers ce texte fondateur nombre de ceux qui auraient pu hésiter à se confronter à un écrit aussi emblématique ! **CM**

# ÉCOLOGIE « Remettre un peu de spiritualité au centre de nos actions est un acte profondément décolonial et anticapitaliste »

**Entretien.** L'entreprise française Total fait l'objet d'une plainte au pénal pour ses projets climaticides en Afrique par plusieurs associations écologistes. Nous avons interrogé **Romy Dematons**, organisatrice pour l'association interconfessionnelle Greenfaith de la campagne StopEACOP, qui fait partie des plaignants. Cette association entend fédérer sur la base de leurs appartenances religieuses des militants écologistes.

Greenfaith participe à la campagne Stop EACOP, peux-tu la présenter ? EACOP signifie East African Crude Oil Pipeline et désigne le projet du plus grand oléoduc de pétrole brut chauffé au monde (1443 km) entre l'Ouganda et la Tanzanie. L'une de nos principales revendications s'adresse à TotalEnergies et c'est la suivante : Stop EACOP. Face à l'urgence climatique, nous ne nous en tenons pas aux injonctions aux « petits gestes » souvent culpabilisantes et déplacées, nous visons les multinationales en organisant plusieurs actions de solidarité, notamment des actions de désobéissance civile non violente. À ce titre, la campagne Stop EACOP vise à se mobiliser en solidarité avec les peuples ougandais et tanzanien, pour contribuer à mettre fin aux projets néocoloniaux menés par TotalEnergies. Ce projet causerait de nombreux désastres à la fois en termes de droits humains et de préservation de la biodiversité : menace de déplacement et expropriation des terres de 100 000 personnes ; pollution des sources d'eau, dont dépendent plus de 40 millions d'habitantes et habitants ; 10,9 millions de tonnes de pétrole qui seraient transportées chaque année, soit 34,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> supplémentaires par an et de nombreuses espèces menacées, etc.

**La campagne Stop EACOP vise à se mobiliser en solidarité avec les peuples ougandais et tanzanien, pour contribuer à mettre fin aux projets néocoloniaux menés par TotalEnergies**

Heureusement, les mobilisations fonctionnent : 27 banques et 23 assurances ont déjà refusé de financer EACOP grâce aux organisations qui sont en soutien et participent à cette campagne partout dans le monde, alhamdulillah (louanges à Dieu) L'un de nos objectifs est de faire entendre les voix des victimes, leur histoire, et de rétablir la vérité, à l'heure où des PDG tels que Patrick Pouyanné reçoivent admiration, glorification et légion d'honneur ! En tant que ressortissants de la France, nous continuons donc à nous mobiliser pour que cessent ces projets néocoloniaux directement entrepris par cette entreprise française. C'est donc un



@GREENFAITH\_FR:X

combat profondément ancré dans les réalités sociales de certaines minorités religieuses, et ce combat mériterait d'être davantage visible et entendu par une partie de la gauche qui, malheureusement, lutte contre le classisme en faisant fi des questions antiracistes. La lutte des classes ne pourra pas se faire sans luttes contre l'islamophobie et anticoloniales.

**Tu mets en évidence l'importance des luttes anticoloniales et contre l'islamophobie : penses-tu donc qu'il est pertinent de considérer Greenfaith comme une composante des mouvements antiracistes ?**

Bien sûr ! Malheureusement, nous sommes marginalisés par beaucoup de collectifs militants, y compris au sein des « mouvements climat ». La dimension multiconfessionnelle est souvent incomprise, et rejetée, alors même qu'elle crée du pouvoir d'agir : elle permet notamment à des musulmanes et musulmans, majoritairement issus de classes populaires, d'agir pour des changements systémiques tout en étant « protégés » par l'interreligieux. Notre démarche se veut donc pleinement antiraciste et cela fait bien sûr partie de nos objectifs. Nous nous formons sur ces questions, à travers un centre de ressources antiracistes, mais aussi des ateliers animés par Hala, une autre consultante musulmane de Greenfaith, sur différents sujets : la désobéissance civile non violente en contexte minoritaire ; violences policières et urgence climatique ; néocolonialisme, capitalisme et multinationales ; impérialisme, productivisme et surconsommation, colonisation et changement climatique ; blanchité, civilisationnalisme blanc, racisme, antisémitisme et islamophobie, petits gestes vs changements systémiques, etc. À titre personnel, je commence également à former d'autres mouvements à ces questions, à travers les ateliers « alliés en

devenir », notamment animés lors du camp climat Stop Total l'été dernier.

**Tu es la représentante musulmane d'un mouvement interconfessionnel écologiste. Pourquoi était-il pertinent selon toi d'associer religion et écologie ?**

Merci beaucoup pour cette question ! En tant qu'organisatrice, chargée de mobilisation Islam et Stop EACOP, je m'exprime et j'agis surtout en mon nom, et avec l'ensemble des activistes : je suis moi-même membre de ces communautés, je n'ai pas vocation à les représenter. En France, nous sommes actuellement 3 femmes musulmanes en consulting<sup>1</sup> : Hala, Mounia et moi agissons aux côtés d'activistes musulmanes à l'international, telles que Nana Firman ! Il faut savoir que GreenFaith est une ONG interreligieuse basée aux États-Unis, mais nous sommes également présents en France, en Indonésie, en Ouganda, au Kenya, au Brésil ou encore au Japon !

Les personnes croyantes représentent plus de 80 % de la population mondiale, et la religion est un moteur d'engagement très puissant. À titre personnel, c'est justement parce que je suis musulmane, que j'essaie d'être cohérente dans mes aspirations et mes actions. La religion a longtemps été perçue comme « l'opium du peuple », elle est d'ailleurs très souvent instrumentalisée à des fins politiques. Mais l'anticléricalisme — et le mouvement laïc qui traverse la France depuis plusieurs années — est lui-même un outil de domination des minorités musulmanes, complètement néfaste et dévastateur. Dans un monde où priment l'individualisme, l'exploitation, le matérialisme, je pense que remettre un peu de spiritualité au centre de nos actions est un acte profondément décolonial et, de fait, anticapitaliste. C'est en effet faire place à différents systèmes de croyances — sans les imposer — et en les respectant, c'est repenser à la source originelle des êtres humains, du vivant, et c'est agir en faveur de valeurs communes telles que la

GreenFaith est une ONG interreligieuse basée aux États-Unis, mais nous sommes également présents en France, en Indonésie, en Ouganda, au Kenya, au Brésil ou encore au Japon !

solidarité, l'inclusivité, la compassion, l'audace, le courage, la transparence et l'intégrité.

Ensuite, pourquoi associer spécifiquement la religion et l'écologie ? D'une part, parce que toutes les religions invitent à la préservation du vivant, au respect d'autrui et accordent une place fondamentale à l'écologie, et d'autre part, parce qu'en tant que musulmane, il est très important pour moi de vivre en conscience et de laisser les traces les moins néfastes pour les générations à venir. C'est donc ma foi qui nourrit au quotidien mon engagement. À l'heure où l'on n'interroge les femmes musulmanes que sur le port du foulard, à l'heure où l'on voudrait nous réduire à des sujets très restreints, je suis fière de mettre en avant les voix d'actrices de changement qui se réapproprient leurs héritages culturels, religieux et agissent selon leur propre agenda, en même religion et écologie.

**Propos recueillis par Hafiza B. Kreje**

<sup>1</sup>—Le consulting consiste, pour une entreprise ou une ONG, à faire appel à des spécialistes d'un domaine. En l'occurrence, Romy est politiste, diplômée de Sciences-Po et de la Sorbonne (Paris – Abou Dabi), et a édité son travail de recherches aux Éditions Calém, *Décoloniser les progressismes en Islam en 2021*.

**Suis-nous**

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
l\_anticapitaliste  
Lanticapitalist1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,  
**L'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°149 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**L'image de la semaine**

